

# **SA ESKER**

Société anonyme

113 Boulevard de la Bataille de Stalingrad

69100 VILLEURBANNE

---

## **Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés.**

Exercice clos le 31 décembre 2022

---

Orfis

Le Park View  
79 boulevard de Stalingrad  
69100 Villeurbanne

S.A.S. au capital de 942 300 €  
957 509 045 R.C.S. Lyon

Deloitte & Associés

Immeuble Higashi  
106 cours Charlemagne  
69002 LYON

S.A.S. au capital de 2 188 160 €  
572 028 041 RCS Nanterre

# SA ESKER

Société anonyme

113 Boulevard de la Bataille de Stalingrad

69100 VILLEURBANNE

---

## Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés.

Exercice clos le 31 décembre 2022

---

A l'assemblée générale de la société SA ESKER

### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société SA ESKER relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

## **Fondement de l'opinion**

### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

§ Le paragraphe "Goodwill (écart d'acquisition)" de la note 2 de l'annexe décrit les règles et méthodes comptables relatives à l'évaluation, à la comptabilisation et à l'amortissement des écarts d'acquisition. Nous avons examiné le caractère approprié de ces règles et méthodes, et apprécié les données et hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations.

§ Les paragraphes "Immobilisations incorporelles" des notes 2 et 3 de l'annexe décrivent les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation, à l'amortissement et à l'évaluation des frais de développement. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons examiné le caractère approprié de ces règles et méthodes et de leur mise en œuvre, ainsi que de l'information fournie dans les notes de l'annexe.

§ Les paragraphes « Impôts sur les résultats et impôts différés » de la note 2 et "Impôts sur les bénéfices" de la note 20 de l'annexe décrivent les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation des actifs

d'impôts différés résultant de reports fiscaux déficitaires. Nous avons examiné le caractère approprié de ces règles et méthodes et apprécié les données et hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du directoire.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nous attestons que la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article L.225-102-1 du code de commerce figure dans les informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L.823-10 de ce code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes consolidés, et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés**

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le directoire.

## **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés

jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Villeurbanne et Lyon, le 28 avril 2023

Les commissaires aux comptes,

**Orfis**

Valérie MALNOY

**Deloitte & Associés**

Arnaud de GASQUET

# **COMPTES CONSOLIDÉS**

Bilan

Compte de résultat

Etat des variations de capitaux propres

Tableau de flux de trésorerie

Annexe



ACTIF (en milliers d'euros)	Notes	31/12/2022	31/12/2021
Immobilisations incorporelles	3	47 651	33 644
<i>dont écarts d'acquisition</i>	2	16 266	6 138
Immobilisations corporelles	4/5	8 986	9 896
Immobilisations financières	5	10 754	10 928
Titres mis en équivalence		4 259	2 761
<b>Actif immobilisé</b>		<b>71 650</b>	<b>57 229</b>
Stocks		512	341
Créances clients		37 157	28 870
Impôts différés actifs		1 114	667
Autres créances et comptes de régularisation		9 038	6 678
Disponibilités et valeurs mobilières de placement	8	42 887	34 978
<b>Actif circulant</b>		<b>90 708</b>	<b>71 534</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>162 358</b>	<b>128 763</b>
PASSIF (en milliers d'euros)	Notes	31/12/2022	31/12/2021
Capital social		11 971	11 850
Primes d'émission		23 227	22 756
Résultat consolidé		17 864	14 280
Réserves consolidées		45 578	31 508
<b>Capitaux propres</b>	<b>9</b>	<b>98 641</b>	<b>80 394</b>
<i>Dont Part du groupe</i>		98 641	80 394
<i>Dont Intérêts minoritaires</i>		-	-
<b>Provisions pour risques et charges</b>	<b>12</b>	<b>3 114</b>	<b>2 497</b>
Emprunts et dettes financières	13	15 034	1 169
Dettes fournisseurs		9 839	9 485
Dettes fiscales et sociales		22 690	23 538
Impôts différés passifs		1 434	757
Autres dettes et comptes de régularisation	14	11 607	10 923
<b>Dettes</b>		<b>60 603</b>	<b>45 872</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>162 358</b>	<b>128 763</b>



(en milliers d'euros)	Note	31/12/2022	% CA	31/12/2021	% CA
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>15</b>	<b>158 987</b>	<b>100%</b>	<b>133 580</b>	<b>100%</b>
Production immobilisée	16	10 163	6%	8 641	6%
Autres produits d'exploitation		1 629	1%	1 534	1%
Achats consommés		(2 651)	(2%)	(2 075)	(2%)
Variations de stocks		127	0%	93	0%
Autres charges d'exploitation		(39 573)	(25%)	(29 928)	(22%)
Charges de personnel	17	(94 398)	(59%)	(84 139)	(63%)
Impôts et taxes		(1 756)	(1%)	(1 533)	(1%)
Dotations nettes aux amortissements		(11 924)	(7%)	(9 072)	(7%)
Dotations nettes aux provisions		805	1%	(520)	(0%)
<b>Résultat d'exploitation avant dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition</b>		<b>21 409</b>	<b>13%</b>	<b>16 580</b>	<b>12%</b>
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition		-	-	-	0%
<b>Résultat courant des entreprises intégrées</b>		<b>21 409</b>	<b>13%</b>	<b>16 580</b>	<b>13%</b>
Résultat financier	18	272	0%	202	0%
<b>Résultat courant des entreprises intégrées</b>		<b>21 681</b>	<b>14%</b>	<b>16 782</b>	<b>13%</b>
Résultat exceptionnel	19	(299)	(0%)	403	0%
Impôt sur le résultat	20	(5 016)	(3%)	(3 907)	(3%)
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence		1 497	1%	1 002	1%
<b>RESULTAT NET (*)</b>		<b>17 864</b>	<b>11%</b>	<b>14 281</b>	<b>11%</b>
		- Dont part groupe			
		17 864			
		- Dont intérêts minoritaires			
		-			
Résultat par action en euros	21	3,04	-	2,44	-
Résultat dilué par action en euros		2,97	-	2,39	-

(\*) Le résultat net inclut la part des intérêts minoritaires de Market Dojo (Cf. paragraphe 2 : Règles, méthodes comptables et périmètre de consolidation).

(en milliers d'euros)	Capital	Prime d'émission	Ecart de conversion	Résultat de l'exercice	Réserves consolidés	Capitaux Propres Groupe
<b>Situation au 31 décembre 2020</b>	<b>11 661</b>	<b>21 202</b>	<b>(1 372)</b>	<b>11 562</b>	<b>22 359</b>	<b>65 412</b>
Résultat reporté à nouveau				(8 665)	8 665	-
Résultat de l'exercice				14 280		14 280
Variation des écarts de conversion			1 771			1 771
Options de souscription d'actions	189	1 554				1 743
Actions propres						-
Dividendes				(2 897)		(2 897)
Variation de périmètre						-
Autres mouvements					85	85
<b>Situation au 31 décembre 2021</b>	<b>11 850</b>	<b>22 756</b>	<b>399</b>	<b>14 280</b>	<b>31 109</b>	<b>80 394</b>
Résultat reporté à nouveau				(5 458)	5 458	-
Résultat de l'exercice				17 864		17 864
Variation des écarts de conversion			945			945
Options de souscription d'actions	17	472				489
Actions propres				796		796
Dividendes				(3 805)		(3 805)
Variation de périmètre				24		24
Autres mouvements					1 934	1 934
<b>Situation au 31 décembre 2022</b>	<b>11 867</b>	<b>23 228</b>	<b>1 344</b>	<b>23 701</b>	<b>38 501</b>	<b>98 641</b>

(en milliers d'euros)	31/12/2022	31/12/2021
<b>Résultat net consolidé</b>	<b>17 864</b>	<b>14 280</b>
<b>Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie et non liés à l'activité:</b>		
- Dotations nettes aux amortissements et provisions	11 004	9 326
- Valeur comptable des éléments d'actifs cédés	529	10
- Produits de cession d'éléments d'actif	(818)	(10)
<b>Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier</b>	<b>28 579</b>	<b>23 606</b>
- Charges d'impôts	5 016	3 907
- Impôts payés	(4 459)	(3 823)
- Intérêts payés et reçus	(46)	51
- Dividendes reçues des sociétés MEE	1 800	-
<b>Variation du besoin en fond de roulement lié à l'activité</b>	<b>(10 401)</b>	<b>1 936</b>
<b>FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE</b>	<b>20 489</b>	<b>25 677</b>
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	(14 675)	(11 150)
Cession d'immobilisations incorporelles et corporelles	818	10
Augmentation, diminution des immobilisations financières	2 954	(4 874)
Variation de périmètre Market Dojo	(8 346)	
Investissement dans une entreprise associée	(1 497)	(1 002)
<b>FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</b>	<b>(20 746)</b>	<b>(17 016)</b>
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(3 555)	(2 897)
Augmentation de capital ou apports		-
Frais d'augmentation de capital		-
Sommes reçues lors de l'exercice d'options de souscription d'actions	592	1 743
(Augmentation) Diminution des actions propres		-
Remboursement d'emprunt - contrats de location financement	(3 135)	(13 975)
Augmentation des dettes financières	17 000	-
<b>FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT</b>	<b>10 902</b>	<b>(15 129)</b>
<b>VARIATION DE TRESORERIE</b>	<b>10 644</b>	<b>(6 468)</b>
Incidences des variations de taux de change	(2 736)	1 026
<b>Trésorerie à l'ouverture</b>	<b>34 978</b>	<b>40 421</b>
<b>Trésorerie à la clôture</b>	<b>42 885</b>	<b>34 978</b>

**ANNEXE**

## 1. Note sur les faits marquants de l'exercice

### Acquisition de 50,1% du capital de Market Dojo

Le 1<sup>er</sup> juin 2022, le Groupe Esker a acquis 50.1% du capital et des droits de vote de la société Market Dojo, les parts restantes seront acquises, sous certaines conditions, à l'issue d'une période de 4 ans.

Basé à Bristol en Grande-Bretagne, Market Dojo propose des solutions de procurement qui permettent de rationaliser et d'optimiser la sélection et la négociation avec des fournisseurs potentiels, sans nécessiter une mise en œuvre complexe et coûteuse.

Professionnels des achats, les fondateurs de Market Dojo ont souhaité apporter les bénéfices d'une application Cloud à une fonction encore trop souvent organisée autour de processus non structurés. La plateforme Market Dojo permet de rationaliser et d'optimiser la sélection et la négociation avec des fournisseurs potentiels, sans nécessiter une mise en œuvre complexe et coûteuse. Dans un monde où la maîtrise de la supply chain est un facteur de succès incontournable, mais aussi un risque stratégique à maîtriser, le contrôle du processus de sourcing apparait comme critique pour les entreprises de toute taille. Avec cette acquisition, Esker offrira à la fois un potentiel de développement important à l'international pour les solutions de Market Dojo et un renforcement de la compétitivité du Groupe sur ses marchés traditionnels par l'intégration de fonctionnalités clés comme la gestion des appels d'offres ou la sélection et l'onboarding des fournisseurs.

La prise de contrôle de Market Dojo par Esker a eu lieu le 1<sup>er</sup> juin 2022 et les résultats de Market Dojo sont consolidés dans les comptes du Groupe depuis cette date. L'impact sur les comptes annuels 2022 porte sur sept mois d'activité.

### Fusion de l'entité TermSync dans les comptes de Esker Inc.

Au 31/12/2022, la société TermSync a fusionné dans les comptes de la filiale américaine Esker Inc.

### Conflit russo-ukrainien

Le Groupe n'est pas directement exposé au conflit entre la Russie et l'Ukraine, n'étant pas présent dans ces deux pays.

### Augmentation du dividende distribué

Cette année, le dividende distribué a augmenté et s'élève à 0,75 euros par actions (contre 0,60 euros en 2021).

## 2. Règles, méthodes comptables et périmètre de consolidation

### Arrêté des comptes

Les comptes consolidés du groupe Esker au 31 décembre 2022 ont été arrêtés par le Directoire et présentés pour approbation au Conseil de surveillance du 22 mars 2023.

### Principes et méthodes comptables

Les comptes consolidés sont établis conformément aux principes comptables généralement admis en France, selon les dispositions du règlement ANC 2020-01 relatif aux comptes consolidés.

Les comptes des sociétés étrangères consolidées, établis selon les règles en vigueur dans leur pays respectifs, sont retraités pour se conformer aux principes comptables du Groupe Esker.

### Périmètre et critère de consolidation

Les sociétés dans lesquelles le groupe exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Le contrôle exclusif est le pouvoir direct ou indirect de diriger les politiques financière et opérationnelle d'une entreprise afin de tirer avantage de ses activités.

Les titres de participation des sociétés non contrôlées par le groupe Esker, mais sur lesquelles le groupe exerce une influence notable, sont évalués en appliquant la méthode de la mise en équivalence.

Les créances, dettes, produits et charges réciproques sont éliminés en totalité pour les entreprises intégrées globalement.

La liste des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation est présentée en section 2 de la présente annexe.

Prise en compte des intérêts minoritaires dans le compte de résultat

Le groupe prend l'engagement de combler la quote-part des minoritaires de Market Dojo. A la suite des pertes réalisés par Market Dojo en 2022, la part revenant aux intérêts minoritaires est donc incluse dans les intérêts majoritaires, soit les résultats du Groupe Esker.

### Méthode de conversion

Les résultats des sociétés étrangères hors zone Euros sont convertis au cours moyen de change de la période ; les comptes de bilan sont convertis au cours de clôture de la période concernée. Les écarts de conversion sont présentés distinctement dans les capitaux propres.

### Méthodes préférentielles

Les méthodes préférentielles appliquées sont :

- La prise en compte des engagements de retraite et autres avantages du personnel.
- Le retraitement des contrats de location financement.
- La comptabilisation à l'actif des coûts de développement.

### Recours à des estimations

L'établissement des états financiers nécessite la prise en compte par la Direction d'hypothèses et d'estimations ayant une incidence sur les états financiers.

Les principales estimations faites par la Direction portent notamment sur les hypothèses retenues pour :

- L'évaluation et la dépréciation des actifs corporels et incorporels (notes 3 et 4),
- Le calcul des impôts différés (note 20),
- L'évaluation des engagements de retraite (note 12),
- L'évaluation des provisions (note 12).

Ces estimations sont fondées sur les meilleures informations dont la Direction dispose à la date d'arrêté des comptes.

### Goodwill (écart d'acquisition)

Le goodwill provenant de l'acquisition d'une filiale représente l'excédent du prix d'acquisition sur la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de la filiale à la date d'acquisition. Le goodwill est évalué dans la devise de l'entreprise acquise. Le goodwill est initialement comptabilisé au coût en tant qu'actif et est ensuite évalué au coût diminué du cumul des pertes de valeur.

Les goodwill et les ajustements de juste valeur provenant de l'acquisition d'une entité étrangère sont considérés comme des actifs et passifs de l'entité étrangère et convertis au taux de clôture.

La durée d'utilité des goodwill est l'infini.

La méthodologie utilisée en matière de test de dépréciation repose d'une part sur la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés, d'autre part sur l'utilisation de la valeur de marché résultant de la capitalisation boursière d'Esker.

Les flux de trésorerie sont déterminés sur la base de prévisions établies sur un horizon de 5 ans. Une hypothèse de croissance à l'infini est retenue à compter de la sixième année. Les flux de trésorerie issus de ces prévisions font ensuite l'objet d'une actualisation.

Les hypothèses clés utilisées pour la réalisation des tests sont les suivants :

- Un Taux de croissance à l'infini de 2,2% -, ce taux paraissant acceptable eu égard à l'observation des performances du secteur d'activité concerné (services technologiques et informatiques)
- Un taux d'actualisation de 8,1 %. Ce taux tient compte du taux sans risque à 10 ans, d'une prime de risque marché et du coefficient bêta.

## Immobilisations incorporelles

### ▪ Frais de développement

En application de la méthode préférentielle, les dépenses de développement sont immobilisées dès lors que l'entreprise peut démontrer que les critères suivants sont atteints :

- L'entreprise a l'intention, la capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme.
- Il est probable que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement iront à l'entreprise.
- Le coût de l'actif incorporel créé à ce titre peut être évalué de façon fiable.

Les coûts de développement engagés par le groupe Esker concernent essentiellement des développements applicatifs et font l'objet d'un suivi individualisé. Ils sont principalement constitués des coûts salariaux.

Au titre de l'activité de développement du groupe, deux catégories d'activité doivent être distinguées :

- **Les activités de développements visant à créer de nouveaux produits ou à apporter de nouvelles fonctionnalités aux produits existants**, pour lesquels les critères de capitalisation définis par la norme IAS 38 sont appréciés par les équipes de marketing et de R&D au moment du lancement de ces projets,
- **Les activités de développements visant à maintenir les produits existants** (adaptation aux nouveaux systèmes d'exploitation, maintenance corrective...), qui ne remplissent pas les conditions requises par la norme et ne sont donc pas immobilisés.

Les dépenses de développement immobilisées sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité, soit une durée de 5 ans. Les dépenses correspondant à des projets non encore finalisés à la date de clôture sont comptabilisées en immobilisations incorporelles et donnent lieu à des tests de dépréciation (voir note sur la dépréciation des éléments de l'actif immobilisé ci-après).

Les autres dépenses de recherche et développement, ne répondant pas aux critères énoncés ci-dessus, sont comptabilisées directement en charges de l'exercice.

### ▪ Autres immobilisations incorporelles

Les logiciels acquis sont comptabilisés en immobilisations incorporelles et sont amortis linéairement sur leur durée d'utilité soit 5 ans.

## Immobilisations corporelles

### ▪ Immobilisations corporelles

La valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût historique d'acquisition. Ce coût comprend les frais directement attribuables au transfert de l'actif jusqu'à son lieu d'exploitation et à sa mise en état pour permettre son exploitation de la manière prévue par la Direction.

L'amortissement des immobilisations est calculé en fonction des rythmes de consommation des avantages économiques attendus par élément d'actif sur la base du coût d'acquisition, sous déduction le cas échéant d'une valeur résiduelle (toutefois considérée comme nulle dans la plupart des cas). Le mode linéaire est en général retenu sur les durées d'utilité estimées suivantes :

- Terrain : illimité
- Bâtiment : 20 ans
- Installations générales : de 5 à 8 ans
- Matériel de transport : de 3 à 5 ans
- Matériel de bureau et informatique : de 2,5 à 8 ans
- Mobilier : 5 ans

#### ■ Contrats de location financement

En application de la méthode préférentielle, les contrats de location transférant à Esker les risques et avantages inhérents à la propriété (contrats de location financement) sont comptabilisés en immobilisations avec inscription en contrepartie d'une dette financière à leur juste valeur ou, si elle est inférieure, à la valeur actuelle des paiements minimaux au titre de la location.

Les immobilisations correspondantes sont amorties selon les modalités décrites ci-dessus.

Les frais de réparation et de maintenance sont enregistrés en charges dès qu'ils sont encourus, sauf dans le cas où ils contribuent à augmenter la productivité ou la durée de vie de l'immobilisation.

#### Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé

Les immobilisations corporelles et incorporelles doivent être soumises à des tests de perte de valeur dès lors qu'il existe un indice de perte de valeur. Ce test de perte de valeur est réalisé au minimum une fois par an pour les actifs à durée de vie indéfinie et les immobilisations incorporelles en cours (projets de développement).

Les actifs immobilisés incorporels et corporels font l'objet d'une dépréciation lorsque, du fait d'événements ou de circonstances intervenus au cours de la période, leur valeur recouvrable apparaît durablement inférieure à leur valeur nette comptable.

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée de la juste valeur nette des coûts de sortie et de la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée à partir de projections actualisées de flux de trésorerie futurs d'exploitation sur une durée de 5 ans et d'une valeur terminale évaluée sur la base d'une capitalisation à l'infini des flux de trésorerie.

Pour les besoins de ce test, les valeurs d'actifs sont regroupées par Unité Génératrice de Trésorerie (UGT). L'UGT correspond aux centres de profits autour desquels le groupe organise ses activités et analyse ses résultats dans son reporting interne. Ces centres de profits correspondent généralement aux entités juridiques.

Lorsque la valeur recouvrable d'UGT est inférieure à sa valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée en compte de résultat.

#### Stocks et en-cours

Les stocks sont valorisés au plus bas de leur coût d'acquisition, déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré ou de leur valeur nette de réalisation.

#### Créances clients

Les créances clients sont constatées lors du transfert de propriété correspondant généralement à la livraison pour les ventes de biens et à la réalisation de la prestation pour les activités de services.

Une provision pour dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire de ces créances présente un risque quant à son irrécouvrabilité.

#### Actions propres

Les actions de long terme de la société mère qui sont détenues par elle-même ou par l'une de ses filiales intégrées sont comptabilisées en déduction des capitaux propres pour leur coût d'acquisition, net des frais d'acquisition. Les variations de juste valeur au cours de la période de détention ne sont pas comptabilisées. Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement en capitaux propres et n'impactent pas le résultat de l'exercice.



## Disponibilités et valeurs mobilières de placement

Les disponibilités se composent de soldes bancaires et de fonds de caisses.

Les valeurs mobilières de placement ont une échéance court terme, elles sont facilement convertibles en un montant de trésorerie connu et sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Les titres détenus à des fins de transaction sont évalués à leur juste valeur et les pertes et profits en résultant sont comptabilisés au compte de résultat.

Les variations de trésorerie sont analysées dans le tableau de flux de trésorerie présenté selon la méthode indirecte.

## Provisions

Les provisions sont constituées lorsque les organes de Direction du groupe ont la connaissance d'une obligation juridique ou implicite résultant d'un évènement passé, qui pourrait engendrer une sortie probable de ressources sans contrepartie au moins équivalente attendue, dont le coût est évaluable de manière fiable.

Des provisions pour litiges peuvent notamment être constituées dans le cadre des litiges connus dans lesquels le groupe est impliqué. A la date d'arrêté des comptes, un examen de ces litiges est réalisé par la Direction et par des conseils extérieurs le cas échéant afin d'évaluer le montant nécessaire de provision à constituer pour couvrir les risques estimés.

## Avantages au personnel

### ■ Plans de retraite

Dans la plupart des filiales, le groupe a une obligation de financement des retraites du personnel par le versement de cotisations calculées sur la base des salaires aux organismes gérant les programmes de retraite. Ces cotisations sont comptabilisées en charges dès lors qu'elles sont encourues. Aucun autre engagement n'est lié à ces contributions.

Par ailleurs, en application de la loi française, le groupe a l'obligation de verser aux salariés partant en retraite une indemnité de fin de carrière. Les engagements correspondants sont calculés annuellement selon la méthode des unités de crédit projetées avec salaires de fin de carrière. Ce calcul est réalisé dans le respect de la convention collective applicable (SYNTEC) et repose notamment sur les éléments suivants :

- Âge estimé de départ en retraite.
- Ancienneté du personnel à la date de départ en retraite.
- Probabilité de présence des salariés dans l'entreprise à l'âge de départ en retraite.
- Taux d'augmentation des salaires.
- Taux d'actualisation.

Aucun autre engagement de retraite n'est comptabilisé dans les autres filiales du groupe compte tenu de leur caractère non significatif ou de l'absence d'obligation légale en la matière.

### ■ Autres avantages à long terme

En application de la législation locale, la filiale italienne a l'obligation de verser une allocation aux salariés lors de leur départ, quel qu'en soit le motif (démission, retraite...). Cette allocation est calculée sur la base du salaire annuel et de l'ancienneté des salariés, et fait l'objet d'une réévaluation annuelle indexée sur un taux d'inflation communiqué par le gouvernement italien.

## Impôts sur les résultats et impôts différés

Les différences temporelles entre les bases fiscales et comptables des actifs et passifs consolidés donnent lieu à la comptabilisation d'impôts différés selon la méthode du report variable.

Les actifs d'impôts différés sont reconnus quand leur réalisation future paraît probable à une date qui peut être raisonnablement déterminée. Les allègements d'impôts futurs découlant de l'utilisation des reports fiscaux

déficitaires (y compris les montants reportables de manière illimitée) ne sont reconnus que lorsque leur récupération est probable.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés et sont compensés au sein d'une même entité fiscale. Les impôts différés calculés sur des éléments imputés en capitaux propres sont comptabilisés en capitaux propres.

### **Crédit d'impôt recherche**

Les entreprises industrielles et commerciales imposées selon le régime réel qui effectuent des dépenses de recherche peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt en France.

Le crédit d'impôt est calculé par année civile et s'impute sur l'impôt dû par l'entreprise au titre de l'année en cours de laquelle les dépenses de recherche ont été encourues.

Compte tenu du caractère définitivement acquis du crédit impôt recherche indépendamment de la situation fiscale du Groupe, il a été décidé de classer ce produit en « autres produits d'exploitation ».

### **Chiffre d'affaires**

Le chiffre d'affaires est comptabilisé de manière générale lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs iront à l'entreprise et lorsque le montant des produits peut être estimé de manière fiable, et plus spécifiquement à la date de transfert des risques et avantages importants inhérents à la propriété du bien.

Dans le cadre de son activité, le chiffre d'affaires du groupe est principalement constitué de ventes de licences, de contrats de prestation de maintenance et de prestations de services associées (formation et assistance à la mise en œuvre), de ventes de services accessibles à la demande via internet (externalisation des envois de fax et courriers) et de fourniture de matériel (cartes fax).

- Les ventes de licences et de matériel sont comptabilisées en chiffre d'affaires à la date de livraison,
- Les produits relatifs aux contrats de maintenance sont comptabilisés en chiffre d'affaires de manière linéaire sur la durée totale du contrat. Dans le cas de contrats portant sur l'exercice en cours et les exercices suivants, des produits constatés d'avance sont comptabilisés à la clôture de l'exercice pour la partie des contrats correspondant aux exercices futurs,
- Les prestations de service liées aux ventes de logiciels sont comptabilisées en chiffre d'affaires au fur et à mesure de leur réalisation.

Les autres prestations de services sont constatées en chiffre d'affaires à leur date de réalisation.

### **Périmètre de consolidation**

Market Dojo, dont le 50,1% du capital appartient depuis le 1<sup>er</sup> juin à Esker SA, a intégré le périmètre de consolidation. La société est intégrée par intégration globale comme elle est contrôlée par Esker.

Ci-dessous le périmètre détaillé au 31 décembre 2022.

Sociétés	Sièges	2022		2021		Méthode de consolidation (1)
		Contrôle	Intérêt	Contrôle	Intérêt	
Esker	Lyon (France)	<b>Société consolidante</b>				
Esker GmbH	Essen (Allemagne)	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	I. G.
Esker Ltd	Derbyshire (Royaume-Uni)	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	I. G.
Esker Srl	Milan (Italie)	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	I. G.
Esker Iberica SI	Madrid (Espagne)	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	I. G.
Esker Inc	Madison (Etats-Unis)	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	I. G.
Esker Australia Pty Ltd	Sydney (Australie)	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	I. G.
Esker Documents Automation Asia Pte Ltd	Singapour	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	I. G.
Esker Documents Automation (M) Sdn Bhd	Kuala Lumpur (Malaisie)	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	I. G.
Esker Solution Canada Inc	Montréal (Canada)	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	I. G.
Esker Document Automation (HK) Ltd	Hong-Kong	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	I. G.
CalvaEdi	Paris (France)	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	I. G.
TermSync	Madison (Etats-Unis)	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	I. G.
E-integration	Ratingen (Allemagne)	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	I. G.
Market Dojo	Stonehouse (Royaume-Uni)	100,0%	50,1%			I. G.
Neotouch Cloud Solution	Dublin (Irlande)	30,0%	30,0%	30,0%	30,0%	M.E.

(1) : I.G. : Intégration Globale

M.E.: Mise en équivalence

### 3. Notes relatives au bilan, compte de résultat et tableau de flux de trésorerie

#### Note 1 Informations sectorielles

##### Informations relatives aux produits et services

En milliers d'euros	2022		2021	
	Montant	%	Montant	%
Vente de logiciels	1 140	1%	1 468	1%
Vente de cartes fax	88	0%	142	0%
Contrats de maintenance et mise à jour	4 682	3%	5 338	4%
Prestations de services	25 626	16%	23 148	17%
Saas	127 451	80%	103 484	77%
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>158 987</b>	<b>100%</b>	<b>133 580</b>	<b>100%</b>

## Informations relatives aux zones géographiques

Le Groupe Esker a retenu le secteur géographique, en fonction des actifs, comme critère unique d'information sectorielle. Selon ce critère, l'activité peut être répartie en six segments principaux : la France (dont CalvaEDI), l'Allemagne (dont Esker EDI Services), le Royaume Uni, l'Europe du Sud, l'Asie-Pacifique et la zone Amériques.

Au 31 décembre 2022 En milliers d'euros	France	Allemagne	Royaume uni	Europe du Sud	Australie, Asie	Amériques	Total Groupe
Chiffres d'affaires externes	58 086	7 213	9 128	8 228	9 886	66 446	158 987

Au 31 décembre 2021 En milliers d'euros	France	Allemagne	Royaume uni	Europe du Sud	Australie, Asie	Amériques	Total Groupe
Chiffres d'affaires externes	51 714	7 219	7 528	7 164	8 151	51 804	133 580

## Informations relatives aux principaux clients

Sur l'exercice 2022, le chiffre d'affaires réalisé avec le principal client correspond à 8,3% du chiffre d'affaires total du groupe.

Sur l'exercice 2021, le chiffre d'affaires réalisé avec le principal client correspond à 10,5 % du chiffre d'affaires total du groupe.

## Note 2 Ecart d'acquisition

Les principaux écarts d'acquisition s'analysent de la façon suivante :

En milliers d'euros	31/12/2022			31/12/2021
	Valeur Brute	Amortissements	Valeur Nette	Valeur Nette
TermSync	5 423	100	5 323	5 014
CalvaEdi	137	2	135	135
E-integration	989	-	989	989
Market Dojo	9 820	-	9 820	-
<b>TOTAL ECARTS D'ACQUISITION</b>	<b>16 369</b>	<b>102</b>	<b>16 266</b>	<b>6 138</b>

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Les actifs, passifs et passifs éventuels de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition. Les écarts d'évaluation identifiés lors de l'acquisition sont comptabilisés dans les postes d'actifs et de passifs concernés.

L'écart résiduel représentatif de la différence entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part du groupe dans l'évaluation à la juste valeur des actifs et des passifs identifiés est comptabilisé en écarts d'acquisition.

L'évolution à la hausse ou à la baisse, de la valeur nette de l'écart d'acquisition de la filiale TermSync s'explique par la variation de change.

L'écart d'acquisition réalisé en 2022 sur le rachat des parts de Market Dojo représente 9 820 k€.

Les tests de dépréciation réalisés sur les écarts d'acquisition ont permis de confirmer la valeur de ces écarts d'acquisition sur la base des hypothèses nominales retenues.

### Note 3 Autres immobilisations incorporelles

En milliers d'euros	31/12/2022			31/12/2021
	Valeur Brute	Amortissements	Valeur Nette	Valeur Brute
Ecart d'acquisition	16 369	100	16 268	6 138
Frais de développement	64 673	45 531	19 141	15 980
Marques	1 878	116	1 762	1 633
Logiciel	1 914	1 689	225	241
Relation clientèle	7 410	2 357	5 053	5 315
Immobilisations incorporelles en-cours	5 204	-	5 204	4 337
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>97 447</b>	<b>49 795</b>	<b>47 651</b>	<b>33 644</b>

Les frais de développement capitalisés à l'actif sont constitués des éléments suivants :

- coûts engagés dans le cadre du développement des logiciels de dématérialisation,
- coûts liés au développement de l'activité « On Demand » de l'ensemble de nos solutions.

#### Variations constatées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2022

Au 31/12/2022 En milliers d'Euros	Ouverture	Augmen- tations	Diminu- tions	Variations de périmètre 1	Reclassement	Autres mouvements	Clôture
Ecarts d'acquisition	6 233			9 820		316	16 369
Frais de développement	55 135	238	(2 247)	1 896	9 547	103	64 673
Marques	1 633				217	27	1 878
Logiciel	1 973	222	(59)		(279)	57	1 914
Relation clientèle	7 365				45		7 410
Immobilisations incorporelles en-cours	4 337	10 389	-		(9 531)	8	5 203
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES - VALEURS BRUTES</b>	<b>76 676</b>	<b>10 850</b>	<b>(2 306)</b>	<b>11 716</b>	<b>-</b>	<b>511</b>	<b>97 447</b>
Ecarts d'acquisition	95					5	100
Frais de développement	39 155	6 746	(1 446)	984	16	75	45 531
Marques	-				117	(1)	116
Logiciel	1 687	151	(59)		(134)	44	1 689
Relation clientèle	2 095	262					2 357
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES - AMORTISSEMENTS</b>	<b>43 032</b>	<b>7 159</b>	<b>(1 505)</b>	<b>984</b>	<b>-</b>	<b>124</b>	<b>49 795</b>
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES - VALEURS NETTES</b>	<b>33 644</b>	<b>3 690</b>	<b>(802)</b>	<b>10 732</b>	<b>-</b>	<b>387</b>	<b>47 651</b>

(1) : entrée de Market Dojo dans le périmètre de consolidation en intégration globale.

Les variations constatées concernent les frais de développement qui ont été immobilisés sur la période, et portent notamment sur les développements engagés au titre de nos solutions « à la demande » (SaaS).

Les reclassements reflètent le transfert des immobilisations incorporelles en-cours en frais de développement et des corrections de comptes réalisées en 2022.

**Variations constatées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021**

Au 31/12/2021 En milliers d'Euros	Ouverture	Augmen- tations	Diminu- tions	Autres mouvements	Clôture
Ecarts d'acquisition	5 840			393	6 233
Frais de développement	46 787	0		8 348	55 135
Marques	1 595			38	1 633
Logiciel	1 732	175		66	1 973
Relation clientèle	7 365				7 365
Immobilisations incorporelles en-cours	3 856	8 641		(8 160)	4 337
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES - VALEURS BRUTES</b>	<b>67 175</b>	<b>8 816</b>	<b>0</b>	<b>685</b>	<b>76 676</b>
Ecarts de conversion	88			7	95
Frais de développement	32 900	6 156		99	39 155
Logiciel	1 568	66		53	1 687
Relation clientèle	1 832	263			2 095
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES - AMORTISSEMENTS</b>	<b>36 388</b>	<b>6 485</b>	<b>0</b>	<b>159</b>	<b>43 032</b>
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES - VALEURS NETTES</b>	<b>30 787</b>	<b>2 331</b>	<b>0</b>	<b>526</b>	<b>33 644</b>

**Note 4 Immobilisations corporelles**

En milliers d'euros	31/12/2022			31/12/2021
	Valeur Brute	Amortisse- ments	Valeur Nette	Valeur Nette
Terrain	1 077		1 077	1 077
Bâtiments	1 179	289	890	949
Matériel de bureau informatique	8 030	5 830	2 200	3 148
Installations et agencements	6 027	2 842	3 184	3 370
Matériel et outillage	9 339	8 308	1 031	772
Matériel de transport	12	10	2	11
Mobilier	1 610	1 008	602	569
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>27 275</b>	<b>18 288</b>	<b>8 987</b>	<b>9 896</b>

## Variations constatées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2022

Au 31/12/2022	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre (1)	Reclassement	Autres mouvements	Clôture
Terrain	1 077						1 077
Bâtiments	1 179						1 179
Matériel de bureau informatique	8 886	902	(327)	39	(1 604)	134	8 030
Installations et agencements	5 447	543	(12)			49	6 027
Matériel et outillage	7 683	55	(8)		1 604	6	9 339
Matériel de transport	61	-	(49)				12
Mobilier	1 330	246	(21)	9		46	1 610
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES VALEURS BRUTES</b>	<b>25 663</b>	<b>1 747</b>	<b>(417)</b>	<b>48</b>	<b>-</b>	<b>234</b>	<b>27 275</b>
Bâtiments	230	59					289
Matériel de bureau informatique	5 738	1 206	(323)	19	(895)	85	5 830
Installations et agencements	2 077	743	-			22	2 842
Matériel et outillage	6 911	510	(9)		895	1	8 308
Matériel de transport	50	2	(42)			-	10
Mobilier	761	238	(15)	1		24	1 008
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES AMORTISSEMENTS</b>	<b>15 767</b>	<b>2 758</b>	<b>(389)</b>	<b>20</b>	<b>-</b>	<b>132</b>	<b>18 288</b>
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES VALEURS NETTES AVANT DEPRECIATION</b>	<b>9 896</b>	<b>(1 012)</b>	<b>(28)</b>	<b>29</b>	<b>-</b>	<b>102</b>	<b>8 987</b>
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES VALEURS NETTES</b>	<b>9 896</b>	<b>(1 012)</b>	<b>(28)</b>	<b>29</b>	<b>-</b>	<b>102</b>	<b>8 987</b>

(1) : entrée de Market Dojo dans le périmètre de consolidation en intégration globale.

Les reclassements reflètent le transfert de certaines immobilisations classées historiquement en Matériel de bureau informatique mais comptabilisées en Matériel et outillage.

## Variations constatées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021

Au 31/12/2021	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	Clôture
Terrain	1 077				1 077
Bâtiments	1 179				1 179
Matériel de bureau informatique	7 323	1 792	(404)	175	8 886
Installations et agencements	4 920	454	(32)	105	5 447
Matériel et outillage	7 704		(54)	33	7 683
Matériel de transport	62	2	(3)		61
Mobilier	1 189	87	(2)	56	1 330
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES VALEURS BRUTES</b>	<b>23 454</b>	<b>2 335</b>	<b>(495)</b>	<b>369</b>	<b>25 663</b>
Bâtiments	171	59			230
Matériel de bureau informatique	4 804	1 220	(395)	109	5 738
Installations et agencements	1 318	755	(32)	36	2 077
Matériel et outillage	6 549	388	(55)	29	6 911
Matériel de transport	40	9	(3)	4	50
Mobilier	536	196	(2)	31	761
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES AMORTISSEMENTS</b>	<b>13 418</b>	<b>2 627</b>	<b>(487)</b>	<b>209</b>	<b>15 767</b>
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES VALEURS NETTES AVANT DEPRECIATION</b>	<b>10 036</b>	<b>(292)</b>	<b>(8)</b>	<b>160</b>	<b>8 986</b>

## Note 5 Immobilisations financières

En milliers d'euros	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre (1)	Autres mouvements	Clôture
Titres de participation non consolidés	4 682	22	(177)		273	4 800
Titres immobilisés	4 780		(67)			4 713
Prêts, cautionnement et autres créances	1 466		(225)			1 241
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES NETTES</b>	<b>10 928</b>	<b>22</b>	<b>(467)</b>	<b>-</b>	<b>273</b>	<b>10 754</b>

(1) : entrée de Market Dojo dans le périmètre de consolidation en intégration globale. Pas d'immobilisation financière chez Market Dojo en 2022.

## Note 6 Contrat de location financement

En milliers d'euros	Valeur brute	Amortissements cumulés	Valeur nette
<b>Au 31 décembre 2020</b>	<b>7 082</b>	<b>(6 141)</b>	<b>941</b>
Augmentation		(319)	(319)
Diminution			-
Ecart de conversion			-
<b>Au 31 décembre 2021</b>	<b>7 082</b>	<b>(6 460)</b>	<b>622</b>
Augmentation	-	(126)	(126)
Diminution			-
Ecart de conversion			-
<b>Au 31 décembre 2022</b>	<b>7 082</b>	<b>(6 586)</b>	<b>496</b>

Les engagements relatifs aux contrats de location financement s'analysent de la manière suivante au titre des exercices clos au 31 décembre 2022 et 2021 :

En milliers d'euros	31/12/2022				31/12/2021			
	A moins d'un an	De 2 à 5 ans	A plus de 5 ans	TOTAL	A moins d'un an	De 2 à 5 ans	A plus de 5 ans	TOTAL
Total des loyers futurs minimaux	227	111		338	228	339		567
Valeurs actualisées des paiements minimaux	226	107		333	225	333		558

## Note 7 Autres créances et comptes de régularisation

En milliers d'euros	Valeur Nette 31/12/2022	Valeur Nette 31/12/2021
Créance d'impôt	3 051	2 648
Autres créances fiscales	376	448
Autres créances	179	281
Charges constatées d'avance	5 432	3 301
<b>TOTAL AUTRES CREANCES ET COMPTES DE REGULARISATION</b>	<b>9 038</b>	<b>6 678</b>



## Note 8 Disponibilités et valeurs mobilières de placement

Au 31 décembre 2022, la trésorerie dont dispose le Groupe comprend les éléments suivants :

<i>En milliers d'euros</i>	<b>Valeur Nette 31/12/2022</b>	<b>Valeur Nette 31/12/2021</b>
Valeurs mobilières de placement	8 355	3 456
Disponibilités	34 531	31 522
<b>TOTAL DISPONIBILITES ET VMP</b>	<b>42 886</b>	<b>34 978</b>

Les valeurs mobilières de placement correspondent à des Sicav Monétaires et des comptes à terme sans risque de perte de valeur.

## Note 9 Capitaux propres

	<b>Valeur (en milliers d'euros)</b>	<b>Nombre d'actions</b>
<b>Capital social au 31/12/2020</b>	<b>11 661</b>	<b>5 830 321</b>
Augmentation de capital	104	52 100
Levée de stock options et de bons de souscriptions d'actions	85	42 491
<b>Capital social au 31/12/2021</b>	<b>11 850</b>	<b>5 924 912</b>
Augmentation de capital	102	50 850
Levée de stock options et de bons de souscriptions d'actions	20	9 978
<b>CAPITAL SOCIAL AU 31/12/2022</b>	<b>11 971</b>	<b>5 985 740</b>

La société n'est soumise à aucune obligation spécifique d'ordre réglementaire ou contractuel en matière de capital social. Le groupe n'a pas de politique de gestion spécifique en matière de capital. L'arbitrage entre financement externe et augmentation de capital est réalisé au cas par cas en fonction des opérations envisagées. Les capitaux propres suivis par le groupe intègrent les mêmes composantes que les capitaux propres consolidés.

Un dividende de 0,60 € par action a été versé sur la période.

## Note 10 Actions propres

La part du capital social détenu en propre par le groupe a évolué de la manière suivante au cours de l'exercice 2022 :

	<b>Exercice 2022</b>	<b>Exercice 2021</b>
<b>Nombre d'actions propres détenues à l'ouverture</b>	<b>147 882</b>	<b>148 477</b>
Achats d'actions (contrat de liquidité)	27 288	12 610
Ventes d'actions (contrat de liquidité)	(26 473)	(13 205)
Achats d'actions (croissance externe)		
Ventes d'actions (croissance externe)	(5 493)	
<b>Nombre d'actions propres détenues à la clôture</b>	<b>143 204</b>	<b>147 882</b>

## Note 11 Plans de stock-options et d'actions gratuites

Les caractéristiques des plans d'options de souscription, d'achats d'actions et de bons de souscriptions d'actions non échus au 31 décembre 2022 sont présentées ci-dessous :

Type	Dates		Prix d'exercice en euros	Nombre d'options			Solde
	attribution	expiration		attribuées	exercées	échues ou perdues	
Plan de souscription	10/04/12	09/04/22	8,26	19 750	14 918	4 832	0
Plan de souscription	01/10/12	30/09/22	9,44	56 000	48 000	8 000	0
Plan de souscription	19/04/13	18/09/23	13,04	27 500	24 937	1 000	1 563
Plan de souscription	01/04/14	31/03/24	16,32	12 000	9 874	1 626	500
Plan de souscription	01/04/15	31/03/25	19,62	24 500	20 624	563	3 313
Plan de souscription	01/07/16	30/06/26	32,92	23 800	14 937	1 813	7 050
Plan de souscription	04/05/17	03/05/27	46,55	20 750	14 259	1 313	5 178
Plan de souscription	01/06/18	31/05/28	57,49	23 000	11 477	2 126	9 397
Plan de souscription	24/06/19	23/06/29	79,75	28 750	7 338	4 125	17 287
Plan de souscription	04/05/20	03/04/30	99,60	28 750	5 122	1 375	22 253
<b>TOTAL PLANS DE SOUSCRIPTION</b>				<b>264 800</b>	<b>171 486</b>	<b>26 773</b>	<b>66 541</b>
Actions gratuites	05/03/21	04/03/23		61 800			61 800
Actions gratuites	01/04/21	31/03/23		3 000			3 000
Actions gratuites	01/06/22	01/06/24(*)		51 840			51 840
Actions gratuites	01/10/22	01/10/25		59 100			59 100
<b>TOTAL ACTIONS GRATUITES</b>				<b>175 740</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>64 800</b>

(\*) L'attribution gratuite de ces actions est basée sur un plan d'une durée de **sept ans** comprenant des périodes d'acquisition et de disponibilité successives selon le calendrier suivant :

- Une première période d'acquisition de 24 mois (soit du 1<sup>er</sup> juin 2022 au 31 mai 2024 inclus) au terme de laquelle le Bénéficiaire n'acquiert que 25% de l'attribution, les actions acquises demeurant indisponibles pendant une nouvelle période de 24 mois,
- A compter du 25<sup>ème</sup> mois, le Bénéficiaire acquiert ensuite 1/4 de l'attribution tous les 24 mois, ces 25% demeurant à chaque fois indisponibles pendant une nouvelle période de 24 mois,
- Chaque portion acquise devient disponible au terme d'une période de conservation de 24 mois, la dernière portion de l'attribution devenant alors disponible le 1<sup>er</sup> juin 2029.

Les variations du nombre d'options, d'actions gratuites et de bons de souscriptions d'actions attribués au personnel du groupe au cours de l'exercice se présentent de la manière suivante :

	Options de souscription d'actions		Actions Gratuites attribuées, non émises	
	Quantité	Prix d'exercice moyen pondéré en €	Quantité	Prix d'exercice moyen pondéré en €
<b>Solde à exercer au 31/12/2021</b>	<b>79 382</b>	<b>66,56</b>	<b>115 650</b>	<b>147,14</b>
Quantité attribuée	-	-	110 940	132,26
Quantité exercée	(9 978)	49,26	(50 850)	101,00
Quantité échue ou perdue pour cause de départ	(2 863)	31,54	-	-
<b>Solde à exercer au 31/12/2022</b>	<b>66 541</b>	<b>59,38</b>	<b>175 740</b>	<b>151,10</b>

## Note 12 Provisions

En milliers d'euros	31/12/021	Augmentation, dotation de l'exercice	Montants utilisés au cours de l'exercice	Montants non utilisés, repris au cours de l'exercice	Autres variations	31/12/2022
Provisions pour risques et charges	-					-
Engagements de retraite	2 496	642	(25)			3 113
<b>TOTAL PROVISIONS</b>	<b>2 496</b>	<b>642</b>	<b>(25)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3 113</b>

### Provision pour risques et charges

Il n'y a pas eu de provision pour risque passé dans les comptes consolidés du groupe en 2022. Seules les provisions pour engagement de retraite ont été comptabilisées et sont détaillées ci-dessous.

### Engagements de retraite

Les engagements de retraite sont constitués d'engagements relatifs aux départs à la retraite des salariés de la société Esker France et de l'allocation due aux salariés de la filiale Esker Italie.

#### Régime en vigueur en France

En France, les engagements relatifs aux indemnités de départ en retraite des salariés de la société ont été évalués selon la même méthode que l'exercice précédent avec l'application d'une table de turn-over afin en fonction de l'ancienneté du salarié. En effet, le turn-over constaté diminue avec l'augmentation de l'ancienneté du salarié.

Ainsi, les hypothèses utilisées pour le calcul des engagements de retraite au 31 décembre 2022 sont les suivantes :

Hypothèses d'évaluation des engagements de retraite en France	
Taux d'actualisation	3,60%
Taux de croissance des salaires	4,37%
Taux de charges sociales	45%
Age de départ à la retraite	65 ans
Taux de turn-over	7,75%

En outre, en 2016, une partie des engagements de retraite avait fait l'objet d'une couverture financière externe partielle dont l'objectif est de constituer progressivement des fonds alimentés par des primes versées. Ces primes sont incluses dans les charges de l'exercice et s'élèvent à 350 K€.

Les engagements sont détaillés ci-après :

En milliers d'euros	31/12/021	Augmentation, dotation de l'exercice	Montants utilisés au cours de l'exercice	Autres variations	31/12/2022
Engagement de retraite Esker SA	2 074	551			2 625
Engagement de retraite Esker Italie	422	92	(25)		489
<b>TOTAL ENGAGEMENTS DE RETRAITE</b>	<b>2 496</b>	<b>642</b>	<b>(25)</b>	<b>-</b>	<b>3 114</b>

### Note 13 Dettes financières

En milliers d'euros	31/12/2022	31/12/2021
Contrat de location financement	387	563
Emprunt bancaire	14 647	606
<b>TOTAL DETTES FINANCIERES</b>	<b>15 034</b>	<b>1 169</b>

#### Contrat de location financement

La dette financière comptabilisée est la contrepartie de l'immobilisation des contrats de location financement, tel que décrit dans la note 6 ci-dessus.

#### Emprunts bancaires

En 2022 Esker SA a souscrit un emprunt de 17 M€ afin de se donner la possibilité de faire des acquisitions potentielles.

### Note 14 Autres dettes et comptes de régularisation

En milliers d'euros	31/12/2022	31/12/2021
Produits constatés d'avance	7 134	7 554
Dépôts et cautions clients	3 303	3 333
Autres dettes	1 169	35
<b>TOTAL AUTRES DETTES ET COMPTES DE REGULARISATION</b>	<b>11 607</b>	<b>10 922</b>

Les produits constatés d'avance concernent principalement les contrats de maintenance dont le chiffre d'affaires est comptabilisé linéairement sur la durée du contrat.

### Note 15 Chiffre d'affaires

En milliers d'euros	31/12/2022	31/12/2021
Vente de logiciels	1 140	1 468
Vente de cartes fax	88	142
Contrats de maintenance et mise à jour	4 682	5 338
Prestations de services	25 626	23 148
Trafic	127 451	103 484
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>158 987</b>	<b>133 580</b>

## Note 16 Frais de recherche et développement

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2022	31/12/2021
Dépenses de R&D de la période	(15 175)	(14 075)
Frais de développement immobilisés	10 164	8 641
Amortissements des frais de développement immobilisés	(6 930)	(6 156)
<b>DEPENSES DE R&amp;D NON IMMOBILISEES</b>	<b>(11 941)</b>	<b>(11 590)</b>

L'analyse des frais de développement immobilisés au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2022 est présentée dans la Note 3.

## Note 17 Frais de personnel

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2022	31/12/2021
Rémunération du personnel	74 348	60 824
Charges sociales	20 050	23 316
<b>FRAIS DE PERSONNEL</b>	<b>94 398</b>	<b>84 140</b>

Le détail de l'effectif par pays est présenté ci-après :

	France	Allemagne	Royaume Uni	Europe du sud	Australie, Asie	Etats-Unis, Canada	TOTAL
Effectif au 31/12/2022	474	63	60	53	69	253	972
Effectif au 31/12/2021	426	56	23	44	64	228	840
Effectif au 31/12/2020	405	53	23	37	54	193	764

## Note 18 Résultat financier

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2022	31/12/2021
Produits financiers	564	78
Résultat de change	185	148
Charges financières	(124)	(24)
Provision nette	(353)	-
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>272</b>	<b>202</b>

## Note 19 Résultat exceptionnel

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2022	31/12/2021
Résultat exceptionnel sur opérations de gestion	(555)	(47)
Résultat exceptionnel sur opérations en capital	256	350
Dotations et reprises exceptionnelles	-	100
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>(299)</b>	<b>403</b>

## Note 20 Impôts sur les bénéfices

### Analyse de la charge d'impôts sur la période

En milliers d'euros	31/12/2022	31/12/2021
(Charge) / Produit d'impôt exigibles	(4 564)	(3 769)
(Charge) / Produits nets d'impôts différés	(452)	(138)
<b>(CHARGE) / PRODUIT D'IMPÔT TOTAL</b>	<b>(5 016)</b>	<b>(3 907)</b>

### Impôts différés au bilan

Les variations d'impôts différés au bilan s'analysent de la manière suivante :

En milliers d'euros	IMPÔT DIFFERE ACTIF	IMPÔT DIFFERE PASSIF
<b>Solde au 31 décembre 2020</b>	<b>800</b>	<b>(698)</b>
Impôts différés de la période constatés en résultat	(136)	1
Effet des variations de taux de change	3	(60)
<b>Solde au 31 décembre 2021</b>	<b>667</b>	<b>(757)</b>
Impôts différés de la période constatés en résultat	436	(673)
Effet des variations de taux de change	11	(4)
<b>Solde au 31 décembre 2022</b>	<b>1 114</b>	<b>(1 434)</b>

### Preuve d'impôt

En milliers d'euros	31/12/2022	31/12/2021
Résultat net	17 864	14 280
- Quote-part des sociétés mises en équivalence	1 497	1 002
- Charge / Produit d'impôt comptabilisé (-/+)	(5 016)	(3 907)
<b>Résultat net avant impôt</b>	<b>21 382</b>	<b>17 185</b>
Taux d'impôt de droit commun de la société mère (*)	10%	10%
<b>Charge / Produit d'impôt théorique (-/+)</b>	<b>(2 138)</b>	<b>(1 719)</b>
Différences fiscales permanentes	(577)	(37)
Economie d'impôt sur déficit reportable	555	(89)
Non reconnaissance d'impôts différés actifs sur déficit reportable	(363)	(170)
Différences fiscales temporaires	(76)	(68)
Différence de taux	(2 413)	(1 784)
Autres	(4)	(40)
<b>CHARGE / PRODUIT D'IMPÔT COMPTABILISE (-/+)</b>	<b>(5 016)</b>	<b>(3 907)</b>

(\*) L'article 238 CGI prévoit que les entreprises soumises de plein droit ou sur option à un régime réel d'imposition peuvent soumettre à une imposition séparée au taux de 10% le résultat net de la concession de licences d'exploitation des éléments présentant le caractère d'actifs incorporels immobilisés. Pour l'application du dispositif de la Patent Box, nous considérons que la plateforme Esker On Demand est fondamentalement un seul logiciel et

que ce logiciel est constitué de plusieurs modules. Ainsi, le revenu éligible est le revenu groupe et hors groupe lié à l'utilisation de la plateforme On Demande et assimilable à de la licence d'exploitation (On Premises ou SaaS).

### Note 21 Résultat par action

Le résultat net par action et le résultat net dilué par action sont calculés en divisant la part du résultat net revenant au Groupe par le nombre d'actions approprié. Pour le calcul du résultat net par action, le nombre d'actions retenu est le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période, ce dernier tenant compte de la neutralisation des actions d'autocontrôle.

Le nombre d'action retenu pour le calcul du résultat net dilué par action est le nombre moyen pondéré d'actions potentiellement en circulation au cours de la période. Il prend notamment en compte le nombre d'actions retenu pour le calcul du résultat net par action, complété du nombre de stock-options et bons de souscriptions d'actions et d'actions gratuites dilutifs.

	31/12/2022		31/12/2021	
	Résultat Net (en euros)	Nombre pondéré d'actions	Résultat Net (en euros)	Nombre moyen pondéré d'actions
<b>Bases de calcul du résultat par action</b>	<b>17 863 602</b>	<b>5 881 324</b>	<b>14 280 000</b>	<b>5 853 250</b>
Stock-options ayant un effet dilutif		42 161		58 880
Actions gratuites ayant un effet dilutif		90 156		52 140
<b>Bases de calcul du résultat dilué par action</b>	<b>17 863 602</b>	<b>6 013 641</b>	<b>14 280 000</b>	<b>5 964 270</b>
<b>Résultat par action</b>	<b>3,04</b>		<b>2,44</b>	
<b>Résultat dilué par action</b>	<b>2,97</b>		<b>2,39</b>	

### Note 22 Transactions avec les parties liées

#### Relations commerciales entre les sociétés du Groupe Esker détenues majoritairement

Dans le cadre des relations commerciales entre les sociétés du Groupe Esker des facturations sont réalisées sur les éléments suivants :

- Ventes de solutions par la société mère à ses filiales.
- Royalties.
- Refacturation de dépenses marketing.
- Refacturation de frais de personnel.

L'ensemble de ces transactions sont réalisées à des conditions normales, et sont intégralement éliminées dans les comptes consolidés.

#### Autres transactions avec les parties liées

Les rémunérations et avantages de toutes natures versés aux mandataires sociaux, considérés comme des parties liées à la société, sont présentés ci-après.

Au 31/12/2022 (en milliers d'euros)	Rémunération versée (base brute)	Nature de la rémunération versée			
		Salaires fixes, honoraires	Salaires variables	Avantages en nature	Rémunérations allouées*
Membres du Directoire	1 036	501	520	16	0
Membres du Conseil de Surveillance	97	65			32
<b>TOTAL</b>	<b>1 133</b>	<b>566</b>	<b>520</b>	<b>16</b>	<b>32</b>

\* anciennement jetons de présence

Aucune avance ou crédit n'a été accordé aux mandataires sociaux sur l'exercice.

## Note 23 Engagements hors bilan

Les engagements et passifs éventuels sont listés ci-dessous.

Obligations contractuelles (en milliers d'euros)	TOTAL	Paiements dus par période			
		A moins d'1 an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	Charge de la période
Dettes à long terme	-				
Obligations en matière de location financement	Information mentionnée dans la Note 4 de l'annexe				
Contrats de location simple	18 473	3 450	9 776	5 247	3 514
Obligations d'achat irrévocables	-				
Autres obligations long terme	-				
<b>TOTAL</b>	<b>18 473</b>	<b>3 450</b>	<b>9 776</b>	<b>5 247</b>	<b>3 514</b>

La majorité des contrats de location portent sur les locaux occupés par les sociétés du Groupe. La durée (de 3 à 10 ans), les clauses d'indexation et de renouvellement prévues par les contrats sont propres à chaque pays.

Les autres contrats de locations concernent des machines de mise sous plis et affranchissement en France ainsi qu'une flotte de véhicules.

Autres engagements donnés et reçus (en milliers d'euros)	TOTAL	Montants des engagements par période		
		A moins d'1 an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Lignes de crédit(*)	0			
Lettres de crédit	-			
Garanties	-			
Obligations de rachat	-			
Nantissements, hypothèses et sûretés réelles	-			
Autres engagements donnés	-			
<b>TOTAL ENGAGEMENTS DONNES</b>				
Autres engagements reçus				
<b>TOTAL ENGAGEMENTS RECUS</b>				

\* lignes de crédit autorisées mais non utilisées : 500 KE

## NOTE 24 : Honoraires des commissaires aux comptes et membres de leurs réseaux pris en charge par le Groupe

	Deloitte & Associés				Orfis Advolis				Autres			
	2022		2021		2022		2021		2022		2021	
	€ H.T.	%	€ H.T.	%	€ H.T.	%	€ H.T.	%	€ H.T.	%	€ H.T.	%
<b>AUDIT</b>												
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés												
- Emetteur	62 500	52%	50 250	47%	57 500	48%	56 750	53%	0	0%	0	0%
- Filiales intégrées globalement	0	0%	2 250	2%	0	0%	11 550	12%	88 546	100%	85 989	86%
Missions accessoires												
- Emetteur	13 000	100%	9 500	100%								
- Filiales intégrées globalement												
<b>Sous-Total Audit</b>	<b>75 500</b>	<b>34%</b>	<b>62 000</b>	<b>29%</b>	<b>57 500</b>	<b>26%</b>	<b>68 300</b>	<b>32%</b>	<b>88 546</b>	<b>40%</b>	<b>85 989</b>	<b>40%</b>
<b>AUTRES PRESTATIONS</b>												
Juridique, fiscal, social												
- Emetteur												
- Filiales intégrées globalement									49 673	100%	18 667	100%
Autres												
- Emetteur												
- Filiales intégrées globalement												
<b>Sous-Total Autres prestations</b>	<b>0</b>		<b>0</b>		<b>0</b>		<b>0</b>		<b>49 673</b>	<b>100%</b>	<b>18 667</b>	<b>100%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>75 500</b>	<b>28%</b>	<b>62 000</b>	<b>26%</b>	<b>57 500</b>	<b>21%</b>	<b>68 300</b>	<b>29%</b>	<b>138 219</b>	<b>51%</b>	<b>104 656</b>	<b>45%</b>



## Note 25 Evénements post clôture

### Création de l'entité Benelux

La société Esker Benelux a été créée en janvier 2023 afin de développer l'activité du Groupe en Belgique, aux Pays Bas et au Luxembourg. Elle est basée à Bruxelles.